

Coalition Deliver for Good Senegal



RAPPORT GENERAL TABLE RONDE *RESSOURCES ENERGETIQUES ET DEVELOPPEMENT DURABLE OPPORTUNITES POUR LES FEMMES ET LES FILLES AU SENEGAL*

Dakar le 9 février 2021

Introduction

Le 9 février 2021 s'est tenue à Dakar une table ronde virtuelle sur le thème : « Ressources énergétiques et développement durable : opportunités pour les femmes et les filles au Sénégal » ; initiée par le Groupe Thématique Accès aux Ressources (GTAR) de la Coalition Deliver for Good Senegal (D4G). Cette table ronde qui rentre dans le cadre du plaidoyer mené par le GTAR a été organisée en partenariat avec la Cellule Genre du Ministère du Pétrole et des Energies du Senegal (MPE) ; et présidée par Madame Sophie GLADIMA Ministre du Pétrole et des Energies du Senegal.

L'activité a réuni près de 71 participant(e)s représentant : - du gouvernement (Ministère du Pétrole et des Energies, Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la protection des Enfants, Ministère de la Santé et de l'Action Sociale, Ministère des Mines et de la Géologie, Ministère de l'Environnement et du Développement durable, Fonds national de Promotion de l'Entreprenariat féminin..etc) ; du Parlement (Commission Energies et Ressources minérales et d'autres Parlementaires engagés dans la Coalition) ; - des Elus locaux (Maires et Conseillers) - du Secteur Privé (Conseil Patronal des Énergies Renouvelables du Sénégal, et autres Entreprises Privées) ; - des PTF ; - des ONG ; - des Journalistes & Activistes ; de la Société Civile ; - des Organisations de Jeunes (voir liste de présence en annexe).

Objectif de la Table Ronde

L'objectif de la Table Ronde était de partager les résultats des recherches du GTAR, et d'engager une discussion sur les questions de Genre et Energie renouvelables avec les différentes parties prenantes impliquées dans la gestion de nos ressources en hydrocarbures (Parlementaires, MPE et autres Ministères concernés et Comité du Cos-PétroGaz) et les membres de la Coalition représentés par le Groupe Accès aux Ressources.

Déroulement

Séance d'ouverture

Démarrage : 9h30mn

La séance d'ouverture a été modérée par Madame Madina DIA Experte Genre et Présidente du Groupe Thématique Accès aux Ressources.

Après avoir remercié toute l'assistance de leur participation à la table ronde, Mme DIA a magnifié le partenariat dynamique de la coalition avec le MPE qui est un allié stratégique du GTAR. Non sans oublier de réitérer les félicitations et remerciements du GTAR au Président de la République pour les orientations prises lors du conseil des ministres du 2 Septembre 2020, relatives à la finalisation de la future loi sur la répartition des revenus pétroliers et gaziers du Senegal et à l'implication de la Société Civile dans le Comité du Cos- Cos-PétroGaz. Mme DIA a magnifié la nomination d'une femme au poste de Ministre du Pétrole et des Energies. Nomination qui prouve que le Senegal avance fièrement et surement sur le chemin de la transformation du genre. Revenant sur l'objectif de la table ronde, elle a précisé que celui-ci est double, en ce sens qu'il s'agit non seulement de partager les résultats des différentes recherches menées par le GTAR, mais également de renforcer le partenariat stratégique du GTAR avec l'ensemble des acteurs, et recevoir leur avis et contributions afin que les femmes et les filles puissent bénéficier du secteur de l'énergie et des hydrocarbures.

À la suite de cette note introductive, Madame DIA a partagé la chronologie des prises de parole comme suit :

- Mot de bienvenu de Mme Safietou DIOP FALL Présidente RSJ & Co-leader D4G et Monsieur Abdoul Karim DOSSO Directeur E4I et Co-leader D4G

- Discours de Madame Aissatou SOW DIAWARA, 4ème Vice-Présidente à l'Assemblée nationale du Senegal
- Discours d'ouverture de Madame Sophie GLADIMA Ministre du Pétrole et des Energies du Senegal

Mot de bienvenu des Co-leaders

En raison de soucis techniques, Madame la Présidente Safietou DIOP FALL n'a pas pu dérouler son discours d'ouverture ; celui-ci a donc été entièrement prononcé par M. Abdoul Karim DOSSO au nom des deux Co-leaders.

Dans son allocution, M. DOSSO a fait un bref rappel de l'historique de la Campagne Mondial Deliver for Good (D4G en mettant le focus sur la Coalition nationale Deliver for Good Senegal. Il a rappelé que les 3 priorités stratégiques (Santé, Education et Energie) de la campagne s'intègrent parfaitement aux priorités du Gouvernement du Senegal notamment le Plan Senegal Emergeant (PSE). D'où la nécessité pour la Coalition, l'ensemble de la Société Civile et le Gouvernement de travailler ensemble pour bâtir un partenariat dynamique et fort. Revenant sur le travail réalisé par le GTAR, M. DOSSO a rappelé l'importance de l'accès à l'énergies pour les femmes et les filles des derniers kilomètres ; et la nécessité d'accroître les investissements dans les solutions décentralisées qui sont un moteur de progrès et d'impact considérable qui atteignent le plus les femmes rurales. Pour finir, il a fait un plaidoyer pour que toutes et tous soutiennent la campagne Deliver for Good Senegal pour de meilleurs investissements dans les énergies renouvelables en faveur des femmes et des filles et l'intégration des membres dans le Comité du Cos-petrogaz.

Discours de Madame Aissatou SOW DIAWARA, 4ème Vice-Présidente à l'Assemblée nationale du Senegal

L'Honorable Madame SOW DIAWARA dans son intervention est revenue sur le caractère essentiel de l'Energie qui est un facteur de développement social, économique, culturel et d'épanouissement des femmes et des filles dans la société. Et que la non-prise en compte de leur place dans le secteur énergétique en tant que consommatrices, fournisseurs ou décisionnaires contraste avec le poids de leurs responsabilités domestiques et leurs activités de production agricole. D'où la nécessité d'améliorer leur accès à l'énergie à travers : - des activités de planification et de politiques énergétiques sensibles au genre, - un appui de l'entrepreneuriat féminin dans le secteur de l'énergie durable ; - l'amélioration de leurs compétences ; - leur accès aux ressources financières ; et le renforcement de la proportion d'étudiantes dans les filières techniques et dans les écoles d'ingénieurs. Elle a également abordé la centralité de la femme et la fille dans le développement durable, d'où la nécessité de les impliquer à toutes les étapes du cycle de projet afin que leurs besoins spécifiques soient pris en compte ; et la nécessité d'établir un cadre législatif et réglementaire corroborant les politiques avec la mise en place de moyens humains et financiers pour passer de la parole aux actes. L'Honorable Madame SOW DIAWARA a formulé le souhait que des recommandations sur des mécanismes concrets soient faites au Gouvernement et à l'Assemblée nationale afin d'impulser la dynamique de croissance durable du secteur de l'énergie au profit des femmes et des filles du pays.

Discours d'ouverture de Madame Sophie GLADIMA Ministre du Pétrole et des Energies du Senegal

Madame le Ministre a d'abord présenté ses condoléances aux Parlementaires et à toutes les personnes qui ont perdu des proches en ces périodes de pandémie ; puis a remercié le Président de la République pour lui avoir fait l'insigne honneur de lui confier un département hautement stratégique. |

Dans son intervention, Madame le Ministre a salué l'initiative de la coalition D4G et exprimé sa satisfaction à présider la table ronde avec les Parlementaires. Elle a magnifié l'engagement commun de tous les acteurs pour l'intégration effective de la dimension genre dans le secteur de l'énergie. Rappelant la volonté matérialisée du Gouvernement du Sénégal à faire face aux défis et enjeux liés à la problématique genre dans la lutte pour l'égalité et la justice sociale par l'institutionnalisation de l'approche genre à travers la stratégie nationale d'équité et d'égalité de genre et la création de cellule Genre dans tous les départements ministériels. Madame

le Ministre a informé avoir signé un Plan d'Action National Genre Energie (PANGE) qui contribuera à résorber toutes les formes d'inégalités dans toute la chaîne de valeur du secteur énergétique. Sur l'objet de la Table Ronde, Madame le Ministre a rappelé les efforts entrepris par le gouvernement par les réformes adaptant le cadre législatif et réglementaire avec les découvertes du pétrole et du gaz ; la promulgation en 2019 de la loi sur le contenu local, et du nouveau code pétrolier ainsi que leurs décrets d'application adoptés en octobre 2020 ; tout un dispositif qui sera complété par la loi sur la répartition des revenus tirés du pétrole et du gaz.

Réitérant l'engagement du ministère à accompagner la campagne Deliver for Good Senegal et toutes les initiatives prises à l'endroit des femmes et des filles pour un accès équitable aux ressources, Madame le Ministre a salué la pertinence des activités menées par la coalition D4G et le soutien qu'elle apporte depuis le début au secteur dans différents chantiers. Elle a exprimé le souhait que la collaboration entre le Ministère et la Coalition D4G soit consolidée pour la réalisation des activités du PANGE.

Les Différentes Communications

Communication 1

La première communication faite par Mme Madina DIA porte sur la présentation générale de la Campagne Deliver for Good avec un focus sur certaines activités réalisées en particulier ceux du GTAR.

Quelques grandes lignes de cette communication :

- Présentation générale de Deliver for Good une campagne mondiale qui applique une perspective de genre aux objectifs de développement durable et promeut 12 investissements critiques chez les filles et les femmes pour favoriser le progrès pour tous. Initiée par Women Deliver et 14 partenaires ; et financée par les Gouvernements du Canada et du Danemark. Au Sénégal, l'objectif de la Coalition est de plaider pour l'égalité entre les sexes et l'atteinte des objectifs de développement durable dans un Sénégal émergent. Pour le GTAR son objectif est « d'assurer un rôle actif des filles et des femmes sur les questions des ressources énergétiques et de plaider en faveur d'investissements accrus dans les énergies renouvelables ».
- Quelques activités réalisées de la coalition
 - L'amélioration de la connaissance / compréhension des acteurs de la société civile, des organisations de femmes et de jeunes sur : - les politiques énergétiques du pays, - les inégalités de genre existant dans le secteur, - les nouvelles ressources pétrolières et gazières, - les énergies renouvelables, - les opportunités pour les femmes et les filles, y compris l'impact des énergies renouvelables sur la santé et l'éducation
 - L'appui au PME dans son travail pour l'intégration du genre dans les politiques et programmes ; l'engagement matérialisé du MPE à inclure le genre dans la LPDSE 2019-2023 et son Plan d'action ;
 - L'appui aux partenaires privés et la sensibilisation du secteur financier pour plus d'investissements dans les énergies renouvelables en faveur des femmes et des filles ; matérialisé par l'engagement de 22 institutions financières avec la mise à disposition d'enveloppes financières de plus de 75 millions de francs fcfa pour des GIE et entreprises de femmes en zones rurales ;
 - La mobilisation d'acteurs influents (Ministre, Députés, Journalistes, Maires, Elus locaux, Conseillers) pour soutenir le plaidoyer du GTAR
 - La réalisation de recherches et revues sur : les Mantes pétrolières et gazières au Sénégal, les interrelations Energie-Education-Santé, le budget de l'Etat dédié aux solutions centralisées et décentralisées, et sur l'Energie Renouvelable et l'autonomisation économique des femmes.

Communication 2

La seconde communication a été faite par le Professeur Cheikh Sadibou SAKHO Anthropologue et sociologue, - Enseignant Chercheur à la section de sociologie - Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal. Prof. Sakho

est expert et formateur en Genre et Développement, en Genre et Énergie et en Budgétisation Sensible au Genre. Sa communication a fait la synthèse des différentes recherches et revues réalisées par le GTAR.

Quelques grandes lignes de cette communication :

Structurée en quatre parties la communication s'est articulée autour des quatre points suivants :

- ***Situation énergétique nationale : une lecture sensible aux disparité « genrées »***

L'exploitation des documents de recherches et de revues du GTAR permet de dresser, au moins, huit (8) constats relatifs à la situation énergétique du Sénégal et établis par une lecture sensible au genre.

En résumé on peut retenir que la situation énergétique du Sénégal est celle d'une pauvreté énergétique, illustrée entre autres par la faiblesse de la production (4038 GWhs en 2018) qui induit une faiblesse globale de la consommation, avec cependant, des variations sensibles. Dès lors, plus d'un tiers de la population nationale n'a pas accès à l'électricité malgré un taux d'électrification nationale qui a atteint en 2018, 69,60% (source : MPE, LPDSE 2019-2023). Ce taux, en plus de sa faiblesse (au regard de la demande) cache le caractère déséquilibré et préoccupante de la situation énergétique du Sénégal. Celle-ci est marquée par une dépendance encore forte aux ressources énergétiques fossiles importées. Ce qui engendre fatalement une trop forte pression sur la biomasse pour la consommation énergétique domestique (particulièrement en zones rurales et péri-urbaines, avec des nombreuses conséquences sanitaires qui affectent plus négativement les femmes et les filles). La situation énergétique du pays connaît cependant des évolutions significatives mais qui reproduisent malheureusement les disparités sociales structurantes importantes (celles relatives aux inégalités de genre notamment) parce que toujours axées sur des solutions énergétiques trop centralisée.

- ***Enjeux du renforcement des investissements dans les solutions décentralisées***

Les solutions énergétiques décentralisées fondées sur la promotion des énergies renouvelables sont cruciales dans les contextes de précarité énergétique et de hausse de la demande en services énergétiques. Elles contribuent à l'amélioration de l'indépendance énergétique (par rapport aux ressources fossiles notamment) et peuvent accélérer la dynamique d'accès universel à l'énergie engagée dans le cadre du PSE, conformément à l'ODD 7. Elles offrent également des opportunités sociales, économiques et politiques à fort impact sur la réduction des inégalités (notamment celles liés au sexe).

Au-delà de l'explicitations de ces enjeux, l'exploitation des documents de recherches et de revues du GTAR permet de dresser, au moins, trois (3) constats relatifs renforcement des investissements dans les solutions décentralisées. En résumé on peut retenir que, dans ce domaine, diverses initiatives sont prises par principalement entreprises par l'ANER, le PUDC, l'ASER, les Concessionnaires d'Électrification Rurale, les projets ERIILs. Mais les investissements étatiques dans les solutions énergétiques restent très faibles, malgré leur potentiel, particulièrement en ce qui concerne la prise en charge des dimensions sociales des inégalités d'accès à l'énergies.

- ***Energies renouvelables et développement inclusif : les opportunités de transformations sensibles aux inégalités de sexe***

Sous ce chapitre, on relève que malgré les sensibles améliorations dans l'offre énergétique au Sénégal, dues aux lourds investissements dans les solutions centralisées principalement portées par les ressources non renouvelables importées, une frange très importante de la population n'a pas accès, de manière sécurisée, à l'énergie et aux services énergétiques. Dès lors le renforcement de la promotion de ressources énergétiques renouvelables par une massification de l'investissement dans les solutions décentralisées s'établit comme un sérieux défis pour un développement durable inclusif.

L'exploitation des documents de recherches et de revues du GTAR permet de constater que l'important potentiel en ressources énergétiques renouvelables du pays est encore très peu exploité en dépit du fait que ces ressources sont déterminantes pour accélérer l'accès généralisé à l'énergie et pour l'accroissement de l'offre de services énergétiques. Pour exploiter les opportunités de transformations sociales sensibles aux inégalités de sexe et avoir des effets conséquents dans les secteurs majeurs de développement (santé, éducation, sécurité, etc.) ; il importe de lever les obstacles qui freinent le recours massif aux ressources

énergétiques renouvelables. Parmi ces obstacles, les plus importants sont : faiblesse de l'accès à l'information, manque de mesures d'incitation, insuffisance des investissements, etc.

- ***Les nouvelles ressources pétrolières et gazières : enjeux, promesses et perspectives pour l'autonomisation économiques des femmes***

L'exploitation des documents de recherches et de revues du GTAR sur ce point enseigne que le contexte de découverte et de développement de l'exploitation d'importants gisements de pétrole de gaz est lourd d'enjeux sociaux, politiques, économiques, etc. On relève que les caractéristiques (volatilité, variations importantes, instabilité, épuisement) des revenus pétroliers sont susceptibles de perturber les fondements et l'organisation économique des pays (Venezuela, Tchad, etc.). D'où la nécessité d'investir les revenus pétroliers (plutôt que de les consommer par des systèmes de subvention massive) dans le financement des politiques d'investissement pour un développement durable inclusif, en particulier pour la promotion des solutions énergétiques renouvelables.

Dans cette perspective les documents de recherches et de revues du GTAR sont fécondes de pistes d'actions pour un investissement des revenus pétroliers pour l'accès universel à l'énergie et l'autonomisation économique des femmes au Sénégal.

Communication 3

La troisième communication est faite par Mme Awa Thiaka DIENG Coordinatrice de la Cellule Genre du Ministère du Pétrole et des Energies du Senegal ; et a porté sur la situation actuelle du secteur de l'énergie au Senegal.

Quelques grandes lignes de cette communication :

La communication a porté sur le secteur de l'énergie et ces nombreuses mutations et a été présenté comme suit :

Contexte global du secteur qui se décline en trois niveaux que sont :

- Le niveau international avec les objectifs de développement durable ;
- Le niveau communautaire avec la CEDEAO qui rappelle l'adoption par les chefs de l'Etats de la stratégie d'intégration de la dimension genre dans l'accès à l'énergie en 2017 ;
- Et le troisième et dernier niveau qui est le national avec le Plan Sénégal Emergent qui encadre l'ensemble des secteurs, la Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre (SNEEG), et au niveau sectoriel la nouvelle LPDSE 2019-2023 qui encadre l'ensemble des orientations du secteur, le MCA-sn2 qui avait fait une conditionnalité de décaissement du second Compact la mise en œuvre d'un plan d'action et enfin le Plan d'action national Genre Energie (PANGE)
- Concernant l'accès universel il y'a eu beaucoup d'évolution entre 2012 et 2019 mais le défi majeur demeure le milieu rural bien qu'il y ait des avancés considérables (le taux d'électrification est de 53,9 % en 2019) ; alors que le milieu urbain a presque atteint l'accès universel. Pour le Ministère le défi actuel reste le monde rural où la plupart des femmes sont dans des activités productives nécessitant l'usage de l'énergie. Pour dire toujours que le défis de l'électrification rurale est corrélé au besoins des femmes pour leur autonomisation.
- Pour les Infrastructures de production pétrolières et gazières fonctionnelles : - une accélération du processus vers la production dans les zones de découvertes, - la mise en place de préalables pour la transition vers la production du pétrole et du gaz local notamment la réglementation et la régulation, - l'élaboration d'un plan directeur pour le pétrole et le gaz. Et à venir, le développement dans le contenu local d'une incitation à la création de PME PMI fournisseurs et sous-traitants sur certaines activités spécifiques pour assurer la logistique au niveau des plateformes de production.
- Un focus a été aussi mis sur la nécessité de disposer d'un cadre propice et inclusif à l'amélioration de la viabilité financière et à la bonne gouvernance du secteur pour une fourniture équitable de l'électricité en quantité et en qualité d'une électricité abondante et abordable. Et pour cela le code pétrolier et gazier ont été proposés et approuvé au conseil des Ministres et aujourd'hui le code de l'électricité qui sera certainement finalisé avant la fin de l'année.

- Mme Dieng a également rappelé la mission de la Cellule Genre et Equité du MPE récemment mise en place qui est exclusivement dédiée à la prise en compte de la dimension genre dans le secteur de l'énergie et qui permettra de rendre opérationnel le genre dans la LPDSE où il est inscrit comme principe de développement du secteur.

Les Discussions-Questions-Recommandation

M. BARRY Mamadou Action Solidaire International & Membre du GTAR :

- Vulgariser le contenu local et permettre à toutes les populations de bien le comprendre.
- Légiférer la RSE car il y'a actuellement un réel problème d'encadrement en ce sens que chaque entreprise mène sa RSE à sa manière. Mettre en place une loi qui l'encadre de sorte que les entreprises et compagnies aient les outils et moyen de bien mener la RSE ; et que la société civile, les populations puissent apprécier-évaluer les actions faites dans le sens de la RSE.
- Concernant les solutions centralisées le constat elles occupent une place considérable au moment où les Energies renouvelables sont négligées. Mais en partant de l'accord de Paris jusqu'à la CDN (Contribution nationale déterminé) dont tous les Etats se sont dotés dans le cadre de la lutte contre les changements climatique, les Etats sont tenus de décliner leur stratégie de réduction de gaz à effet de serre. En ce sens, le Senegal est aujourd'hui obligé de s'inscrire dans la promotion des énergies renouvelables, et les acteurs de la société civile se doivent d'accompagner le gouvernement dans ce processus.

Mme BA Oumou Présidente de l'association Sénégalaise des femmes en Géo scientifiques

- Permettre aux femmes et aux filles d'accéder aux activités à valeur ajoutée et aux marchés afin de les repositionner au niveau des différents maillon de la chaîne de valeur.
- Intérêt de l'association à rejoindre la campagne D4G et travailler avec les différentes organisations membres impliquées dans des initiatives d'autonomisation économique des femmes et des filles par les EnR.

Mme DIOP Aida Présidente de Women In Mining Senegal

- Intervenir en amont, par la mise en place de textes forts, prenant en charge l'encadrement de la RSE.
- Réaliser une cartographie réelle des besoins des femmes et filles par secteur, par zone pour s'assurer que la RSE et le contenu local puissent bénéficier aux femmes et aux filles ; avec la mise en place d'un indice genre dans le secteur de l'énergie afin de mesurer les performances genre du secteur touchant toutes les catégories des femmes. Cette cartographie pourra ainsi être alignée aux plans et programmes de développement du secteur.
- Concernant l'application des décrets sur le contenu local, elle devrait prendre en compte les mesures par des approches très explicites permettant d'allouer une partie des ressources à l'autonomisation des femmes. S'inspirer par exemple de l'article 115 du code minier qui parle de la prise en compte des femmes dans les projets de développement et d'autonomisation. Nécessité de mutualiser les efforts au sein de la société civile et pouvoir compter sur l'appui des parlementaires afin d'obtenir ce type de dispositions dans le cadre pétrolier
- Des préalables tels que le renforcement de capacité, le partage de la bonne information, le mentorat sont nécessaires pour permettre aux femmes de capter les opportunités d'affaires et de marchés du secteur. (Un rappel de la recommandation du Président de la République au Gouvernement le 23 décembre 2020 pour la création d'opportunités favorisant l'autonomisation des femmes dans ce secteur)

Mme DEME Fatou Ndiaye Directrice de la Famille ministère de la Femme, de la famille, du genre et de la protection des enfants

- La prise en compte des femmes et des filles dans le partage des revenus afin d'assurer leur autonomie et accès aux ressources est une problématique qui interpelle le ministère car ayant en charge la femme, la fille et les questions d'égalité et d'équité. Important de voir quelle place pour les femmes et les filles par rapport aux ressources énergétiques, la RSE ; et également comment celles-ci pourraient être mises

à contribution pour le genre en matière d'accessibilité et d'autonomisation des femmes et filles. Des contributions seront apportées par le ministère afin de renforcer le travail de la coalition.

M. NDIAYE Youssouf COPERES & Membre du GTAR

- Partant du constat que : - la production de l'énergie contribue pratiquement au 2/3 des émissions de gaz à effet de serre (ce qui est une part conséquente en ce qui concerne les changements climatiques et leurs répercussions sur les populations en particulier les femmes), - sur 1.300 milliard de personnes vivant dans la pauvreté 70% sont des femmes, - et que dans les zones urbaines, 40% des ménages les plus pauvres ont une femme comme cheffe de famille ; il est important de :
 - Soutenir et renforcer les mécanismes de financements actuels dédiés aux droits et à l'autonomisation socio-économique des femmes à l'échelle des pays en voie de développement et même des pays les plus développés.
 - Mobiliser les instances internationales pour promouvoir les transferts de connaissances et de technologies en matière de projet d'adaptation et d'atténuation aux changement climatique au profit et en priorité aux communautés les plus vulnérables constituées majoritairement de femmes et de jeunes.
 - Cibler la promotion de l'employabilité et de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes filles dans les métiers verts de l'économie verte en matière de transfert de technologie.
 - Mettre en place des startup ou incubateurs pour une meilleure implication des femmes, la formation étant un préalable obligatoire.

Honorable Aboubackry NGAINDE Membre réseau parlementaires sur la bonne gouvernance des ressources minérales et membre du réseau en charge de l'environnement

- Nécessaire d'être plus synergique dans les interventions.
- Ne pas se limiter à l'accès aux ressources simplement, mais aller plus loin et s'assurer que les femmes soient impliquées dans la prise de décision et participent aux formulations des projets programmes.
- Impliquer le réseau des parlementaires pour l'environnement qui se bat pour les questions de réchauffement climatiques ainsi que les autres commissions du parlement (3 ou 4 commissions au niveau de l'Assemblée sont très engagées et peuvent soutenir les efforts de la Coalition).
- Un potentiel solaire sous exploité dans la région du nord (biomasse), qu'il faut valoriser par l'installation de centrales.

Résumé des interventions

Les intervenants ont interpellé sur la nécessité de fournir des efforts de coordination au niveau des différentes cellules genre des ministères, et de vulgariser le contenu local afin de permettre aux populations non seulement d'avoir accès à l'information mais également de bien saisir les opportunités qu'il présente ce qui est d'ailleurs ressortie dans les différentes recherches présentées. Les intervenants sont également revenus sur la question de la centralité de la femme au regard sa participation dans les activités de production économique et de reproduction des sociétés. D'où la nécessité de mener des réflexions pour la mise en place de stratégies qui permettent aux femmes et aux filles d'embrasser les métiers destinés à l'exploitation des ressources fossiles, mais aussi de rendre compte et visible leur participation dans les activités extractives pour ainsi permettre de contrer les inégalités et faire la promotion de l'égalité dans le partage des ressources. Le besoin de recherche de l'employabilité des femmes et des filles dans un contexte de changement climatique et de gestion des émissions de gaz à effet de serre a été également soulevé. La notion de transversalité par rapport à l'ensemble des secteurs est également revenue dans les différentes interventions d'où l'importance de réfléchir de manière synergique et faire contribuer les structures étatiques et les parlementaires dans le plaidoyer.

Note Synthèse Professeur SAKHO

La table ronde a été marquée par l'intérêt que toutes et tous (quel que soit le niveau de responsabilité ou le niveau d'engagement) ont porté à cette problématique qui ouvre une réflexion sur la production et la reproduction de la société au travers notamment de la production et de la consommation des ressources énergétiques.

A ce tournant majeur de l'histoire du Sénégal (à la fois social, économique), les OSC, parlementaires, universitaires, membres du gouvernement acteurs du développement ont la responsabilité de faire en sorte que ce cap soit franchi de la meilleure des manières et dans un sens inclusif. Même si d'importants efforts sont faits pour la vulgarisation de l'accès à l'énergie, il reste tout de même à faire des pas majeurs dans le développement et la promotion de l'investissement dans les solutions énergétiques décentralisées comme le montrent les recherches menées par le GTAR. Et ceci est extrêmement important dans le sens où, c'est par ces solutions énergétiques décentralisées que le pays aura la capacité d'adresser les enjeux du développement durable. Car non seulement les énergies renouvelables seraient exploitées, mais le potentiel à l'autonomisation sociale et économique des femmes objet majeur de la table ronde serait également exploité. Le fort engagement des acteurs est grandement salué.

Discours de Clôture de Madame Safietou Diop FALL Présidente Co-leader Campagne D4G Senegal

A l'entame, Mme DIOP a remercié toute l'assistance, les bailleurs, les ministères sectoriels présents, et salué la tenue de l'activité avec Madame le Ministre du Pétrole et des Energies, et les Honorables Parlementaires.

Elle a rappelé que les enjeux développement sont d'abord la préoccupation des populations, et que l'Assemblée Nationale est le répondant des populations de base. Elle a apprécié l'implication des Universitaires qui sont des acteurs de développement incontournables dans toutes les initiatives de la société civile.

Dans son intervention Madame la Présidente a rappelé que la question de l'éducation, la santé et les énergies renouvelables sont des questions de développement qui touchent à presque tous les domaines de développement adressés par la société civile ; et donc que toutes les organisations ont leur place dans la campagne Deliver for Good Senegal. Elle insisté sur la nécessité de l'engagement du gouvernement à mettre l'accent sur le rôle essentiel des femmes dans le partage des futurs revenus et à en investir une partie dans la recherche et la stabilisation des énergies renouvelables ; et sur l'Education et la Santé. Mme la Présidente de préciser que cet investissement sur ces 3 domaines permettrait d'enrayer définitivement les questions de vulnérabilités liées à la pauvreté, au sous-développement et à l'indisponibilité des ressources par rapport aux besoins. Mme la Président a recommandé au MPE d'orienter les projets vers le leadership féminin dans le cadre du développement de plateformes concernant les énergies renouvelables en s'assurant que les entreprises qui seront issues de ce cadre soient des entreprises féminines à au moins 50% de participation. Pour finir, elle s'est réjoui que le plaidoyer de la Coalition soit entendu par le Gouvernement du Sénégal à travers les secteurs représentés dans la coalition et l'Assemblée nationale.

Information sur le PANGE : Stratégie de mise en œuvre des activités en cours d'élaboration, le document final du PANGE est en train d'être diffusé aux acteurs.

Annonce sur les activités de D4G à venir : Visite d'initiative de femmes dans les UPE à Cayar le samedi 20 février. Une visite de terrain qui permettra de voir de manière concrète les éléments discutés lors de la table ronde.

Fin des activités 13h00

Ci-dessous quelques liens utiles

[Vidéo Discours Ministre Mme GLADIMA](#)

[Communication de Mme Awa Thiaka DIENG MPE](#)

[Communication du Professeur SAKHO](#)

[Communication Mme Madina DIA D4G](#)

[Table Ronde revivre la session](#)

[Liste de présence](#)

Articles de presse sur la Table Ronde :

[Sophie Gladima annonce une institutionnalisation du genre](#)

[Accès équitable aux ressources, vers une institutionnalisation du genre](#)

[Sénégal-Energie : le Gouvernement adopte un plan d'action de 5 ans pour faciliter l'accès des femmes au secteur](#)

[Accès des femmes à l'énergie : le gouvernement adopte un plan d'action de cinq ans](#)